

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire	Page
	I <i>Communications</i>	
	Commission	
1999/C 225/01	Taux de change de l'euro	1
1999/C 225/02	Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 (ex-articles 92 et 93) du traité CE — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection	2
1999/C 225/03	Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 (ex-articles 92 et 93) du traité CE — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection ⁽¹⁾	3
1999/C 225/04	Aides d'État — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE, concernant l'aide C 37/99 (ex NN 25/99) — Espagne — Décret 35/1993 du 13 avril 1993 sur le financement du fonds de roulement dans le secteur agricole	6
1999/C 225/05	Notification préalable d'une opération de concentration (Affaire n° IV/M.1660 — Bank of New York/Royal Bank of Scotland/RBSI Security Services) ⁽¹⁾	10
1999/C 225/06	Notification préalable d'une opération de concentration (Affaire n° IV/M.1618 — Bank of New York/Royal Bank of Scotland Trust Bank) ⁽¹⁾	11
1999/C 225/07	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire n° IV/M.1612 — Wal-Mart/ASDA) ⁽¹⁾	12

I

(Communications)

COMMISSION

Taux de change de l'euro ⁽¹⁾**6 août 1999**

(1999/C 225/01)

1 euro	=	7,4439	couronnes danoises
	=	326,3	drachmes grecques
	=	8,796	couronnes suédoises
	=	0,665	livre sterling
	=	1,074	dollar des États-Unis
	=	1,6108	dollar canadien
	=	123,13	yens japonais
	=	1,6019	franc suisse
	=	8,3125	couronnes norvégiennes
	=	78,04775	couronnes islandaises ⁽²⁾
	=	1,6459	dollar australien
	=	2,0304	dollars néo-zélandais
	=	6,63571	rands sud-africains ⁽²⁾

⁽¹⁾ Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

⁽²⁾ Source: Commission.

Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 (ex-articles 92 et 93) du traité CE

Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection

(1999/C 225/02)

Date d'adoption de la décision: 2.7.1999

État membre: Italie (Toscane)

N° de l'aide: N 496/98

Titre: Programme annuel pour le développement et pour la promotion de certains produits agricoles

Objectif: Amélioration qualitative et promotion de graines oléagineuses, de plantes médicinales, de céréales et de vin de table

Base juridique: Legge regionale, 29.5.1980, n. 77. Norme concernenti le associazioni dei produttori agricoli nella regione e le relative unioni in attuazione della legge 20.10.78 n. 674 sull'associazionismo dei produttori agricoli

Budget: Indéfini

Intensité ou montant de l'aide: 50 %

Durée: Un an

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

—

Date d'adoption de la décision: 2.7.1999

État membre: Italie (Abruzzes)

N° de l'aide: N 645/98

Titre: Fonds de garantie dans le secteur agricole

Objectif: Développement des fonds collectifs de garantie dans le domaine des crédits à court terme dans le secteur agricole

Base juridique: D.D.L.R. «Norme in materia di Cooperative, Consorzi e Società consortili di garanzia collettiva fidi»

Budget: Indéterminé

Intensité ou montant de l'aide:

— Formation et augmentation des fonds de risque — 50 %

— Réduction des taux d'intérêt variable selon la mesure

— Assistance technique — 50 %

Durée: Indéterminée

Autres informations:

— Transmission d'un rapport annuel

— Transmission des dispositions d'application

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

—

Date d'adoption de la décision: 2.7.1999

État membre: Italie (Communauté de montagne de la Lunigiana)

N° de l'aide: N 42/99

Titre: Aides au secteur de l'élevage laitier

Objectif: Amélioration des conditions d'hygiène du lait

Base juridique: Deliberazione della Giunta esecutiva n. 325 del 26.11.1998 «Approvazione bando per presentazione istanze per accedere agli aiuti finanziari finalizzati ad aziende zootecniche»

Budget: 220 millions de lires italiennes (113 621 euros)

Intensité ou montant de l'aide: Au maximum 30 % des coûts totaux

Durée: Indéterminée

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

—

Date d'adoption de la décision: 2.7.1999

État membre: Allemagne

N° de l'aide: N 70/99

Titre: Améliorations structurelles dans le secteur agricole

Objectif: Encourager l'évolution vers un secteur agricole plus performant

Base juridique: Durchführung von Maßnahmen zur Verbesserung der Effizienz der Agrarstrukturen in Deutschland nach dem Rahmenplan 1999—2002 der Gemeinschaftsaufgabe «Verbesserung der Agrarstruktur und des Küstenschutzes»

Intensité ou montant de l'aide: Variable

Durée: 1999-2002

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

—

Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 (ex-articles 92 et 93) du traité CE

Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection

(1999/C 225/03)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Date d'adoption de la décision: 4.5.1999

État membre: Belgique

N° de l'aide: NN 35/99

Titre: Exemption de certaines cotisations sociales en faveur de la marine marchande et d'entreprises du secteur du dragage

Objectif: À travers l'exemption de cotisations sociales, tel que décrit ci-dessus, les autorités belges entendent soutenir le développement de la marine marchande et l'emploi de marins en Belgique, notamment face à la concurrence internationale venant de l'extérieur de l'Union européenne

Base juridique:

— Loi du 25 janvier 1999

Budget:

Aide au secteur maritime:

Environ 1 080 millions de francs belges (27 millions d'euros) pour la période du 1^{er} janvier 1999 au 31 décembre 2002

Aide au secteur du dragage:

Environ 1 000 millions de francs belges (25 millions d'euros) pour la période du 1^{er} janvier 1999 au 31 décembre 2002

Intensité ou montant de l'aide:

Aide au secteur maritime:

Exemption total des cotisations sociales patronales (à payer par rapport aux marins du *pool* belge)

Exemption partielle des cotisations sociales des travailleurs (à payer par rapport aux marins du *pool* belge)

Aide au secteur du dragage:

Exemption partielle des cotisations sociales patronales (à payer par rapport aux marins travaillant sur certains navires de dragage)

Durée: La présente décision porte uniquement sur la prolongation de 1999 à 2002 du régime NN 98/97 déjà autorisé. L'aide s'étendra donc au total du 1^{er} janvier 1997 au 31 décembre 2002

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 11.5.1999

État membre: Pays-Bas

N° de l'aide: N 18/97

Titre: Amortissement partiellement accéléré en faveur des laboratoires de recherche et de développement

Objectif: Promouvoir la recherche et le développement en encourageant la réalisation d'investissements en faveur des laboratoires de recherche et de développement

Base juridique: Ministerieel Besluit op basis van de Wet op de inkomstenbelasting, artikel 10

Budget: 10 millions de florins néerlandais

Durée: Indéterminée

Autres informations: Il s'agit d'une mesure fiscale de portée générale

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 11.5.1999

État membre: Allemagne (Brême)

N° de l'aide: N 651/98

Titre: Centre d'exploitation et d'utilisation de la station spatiale internationale — Projet «Beos»

Objectif: Encourager la recherche et le développement en rapport avec la construction de la station orbitale Columbus

Base juridique: §§ 23, 44 Landshaushaltsordnung der Freien Hansestadt Bremen

Budget: 42,15 millions de marks allemands (21,55 millions d'euros)

Intensité ou montant de l'aide:

— 25 % pour le développement préconcurrentiel

Majoration de 10 % en faveur d'OHB Systems, une PME

— 50 % pour la recherche industrielle

Majoration de 10 % en faveur d'OHB Systems, une PME

— 75 % pour les études de faisabilité technique préalables à la recherche industrielle

Durée: Du 20 juillet 1998 au 30 juin 2003

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 1.6.1999

État membre: Royaume-Uni

N° de l'aide: N 585/98

Titre: Programme technologique en faveur des textiles techniques

Objectif: Accroître la compétitivité du secteur textile grâce à la recherche et au développement

Base juridique: Section 5 of the Science and Technology Act 1965

Budget: 3 325 000 livres sterling

Intensité ou montant de l'aide:

— 50 % au maximum pour les projets de recherche industrielle

— 35 % au maximum pour le développement préconcurrentiel

Durée: Trois ans

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 9.6.1999

État membre: Finlande

N° de l'aide: N 515/98

Titre: Mesures d'aide liées aux taxes énergétiques

Objectif: Réduire les émissions de CO₂ en encourageant la production d'électricité au moyen de combustibles renouvelables et d'effluents gazeux issus des procédés métallurgiques, et compenser les pertes de compétitivité subies par l'industrie à forte consommation d'énergie

Base juridique: Hallituksen esitys Eduskunnalle energiavero-tusta koskevan lainsäädännön uudistamiseksi

Regeringens proposition till Riksdagen med förslag till ändring av lagstiftningen om energibeskattning

Budget:

— Bois ou combustibles provenant du bois et petites centrales électriques: entre 180 et 200 millions de marks finlandais (entre 30 et 34 millions d'euros)

— Énergie éolienne: 1 million de marks finlandais (200 000 euros)

— Effluents gazeux issus des procédés métallurgiques: entre 10 et 15 millions de marks finlandais (entre 2 et 3 millions d'euros)

— Industrie à forte consommation d'énergie: 85 millions de marks finlandais (14 millions d'euros)

Intensité ou montant de l'aide:

— Bois ou combustibles provenant du bois et petites centrales électriques: 0,025 mark finlandais/kWh

— Énergie éolienne: 0,041 mark finlandais/kWh

— Effluents gazeux issus des procédés métallurgiques: 0,025 mark finlandais/kWh

— Industrie à forte consommation d'énergie: remboursement des droits d'accise grevant certains produits énergétiques (électricité, charbon, gaz naturel, lignite, tourbe, huile de pin, combustibles légers et lourds) et excédant 300 000 mark finlandais

Durée: 1998-2001; nouvelle notification avant la fin de 2001 au plus tard

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 9.6.1999

État membre: Italie

N° de l'aide: N 52/A/99

Titre: Relance des activités économiques affectées par le tremblement de terre intervenu dans les Marches

Objectif: Pallier les préjudices économiques subis à la suite du tremblement de terre intervenu le 26 septembre 1997 par les entreprises des Marches dans les secteurs de l'industrie, de l'agriculture, de la zootechnique, de l'agroalimentaire, de l'artisanat, du commerce, du tourisme et de l'agrotourisme, ainsi que par les organismes ou associations à but non lucratif installés sur le territoire régional

Base juridique: Legge regionale n. 44/98 (ex deliberazione legislativa del Consiglio regionale dell'Umbria 17.11.1998 n. 207)

Budget: 51,250 milliards de liras italiennes (environ 26,468 millions d'euros)

Intensité ou montant de l'aide: Aides à hauteur de 30 % (au maximum du préjudice subi, avec un plafond de 300 millions de liras italiennes (environ 155 000 euros) par entreprise; aides non remboursables à hauteur de 20 % au maximum du préjudice subi, avec un plafond de 100 millions de liras italiennes (environ 51 600 euros)

Durée: Un an, jusque fin 1999

Autres informations: Rapport

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 11.6.1999

État membre: Pays-Bas (Arnhem-Nijmegen)

N° de l'aide: N 114/99

Titre: Aide en faveur de projets de collaboration technologique — «Clusterregeling Eurowerk 1998-2001»

Objectif: Aide régionale visant à encourager la recherche et le développement dans les PME, la collaboration entre les entreprises et la collaboration avec les établissements publics de recherche

Base juridique: Doelstelling-2-programma Arnhem-Nijmegen 1998-2001

Budget: 12,3 millions de florins néerlandais (5,5 millions d'euros)

Intensité ou montant de l'aide: 45 % au maximum

Durée: 1998-2001

Autres informations: Rapport annuel

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 16.6.1999

État membre: Espagne (Asturies)

N° de l'aide: N 74/B/99

Titre: Aides sous forme de taux d'intérêt réduit

Objectif: Aide sectorielle (pêche). L'octroi de subventions en faveur de la modernisation des navires, à l'industrie de commercialisation et de transformation des produits de la pêche ou armateurs de navires de pêche, ainsi que pour l'arrêt temporaire dans des cas de catastrophes naturelles

Base juridique: Convenio de colaboración entre el principado de Asturias y el Banco/Caja

Budget: Indéterminé

Intensité ou montant de l'aide: Barèmes et taux de participation précisés aux lignes directrices pour l'examen des aides dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture et au règlement (CE) n° 2468/98

Durée: Jusqu'au 31 décembre 2000, et peut être prorogé par accord mutuel des parties signataires

Autres informations: Celles prévues à l'article 87, paragraphe 3, point c), du traité CE, et aux lignes directrices pour l'examen des aides dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture. L'État membre doit envoyer un rapport d'application

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 29.6.1999

État membre: Espagne (Pays basque)

N° de l'aide: N 278/99

Titre: Modification du régime d'aides (N 298/98) régionales à l'investissement

Objectif: Développement régional

Base juridique: Decreto de modificación del Decreto regulador del programa Ekimen de ayudas económicas a las inversiones productivas industriales generadoras de empleo

Budget: 20 000 millions de pesetas espagnoles (120,202 millions d'euros)

Intensité ou montant de l'aide: 25 % d'équivalent-subvention net pour les grandes entreprises + 10 points de pourcentage brut pour les PME sans dépasser pour autant le 30 % d'équivalent-subvention net

Durée: Jusqu'au 31 décembre 1999

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

AIDES D'ÉTAT

Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE, concernant l'aide C 37/99 (ex NN 25/99) — Espagne — Décret 35/1993 du 13 avril 1993 sur le financement du fonds de roulement dans le secteur agricole

(1999/C 225/04)

Par la lettre du 4 juin 1999 reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à l'Espagne sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
 Direction générale de l'agriculture
 Direction «Législation agricole»
 Rue de la Loi 200
 B-1049 Bruxelles
 [Télécopieur (32-2) 296 21 51].

Ces observations seront communiquées à l'Espagne. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

Description de l'aide

Le décret 35/1993 établit des lignes de financement destinées aux besoins en capital limité à une campagne pour le développement de l'activité agricole et agroalimentaire. Les bénéficiaires sont:

- les titulaires des exploitations agricoles d'Estrémadure,
- les coopératives agricoles et autres associations,
- les industries agricoles d'Estrémadure qui souscrivent des contrats pour l'acquisition de matières premières pour la transformation industrielle avec des exploitations agricoles et de l'élevage d'Estrémadure.

L'aide se présente sous forme de subvention de taux d'intérêt des prêts de campagne d'une durée inférieure à un an et le montant varie entre 0,5 et 5 points selon les bénéficiaires.

Le budget est de 107 millions de pesetas espagnoles par an et la durée est indéterminée.

Appréciation

1. **Avant le 30 juin 1998** [date où a repris l'application de la communication concernant les aides d'État relatives aux crédits à court terme à taux d'intérêt bonifiés en agriculture ⁽¹⁾].

1.1. Pour les aides octroyées aux **titulaires des exploitations agricoles et aux coopératives agricoles et**

autres associations, ces aides sont conformes aux critères appliqués par la Commission pour ce type d'aides. Notamment, il s'agissait des aides sous forme d'une réduction du taux d'intérêt pour les crédits de gestion d'une durée qui ne dépassait pas un an et qui n'étaient pas octroyés pour un seul produit ni liés à une seule opération. Par conséquent, ces aides peuvent bénéficier de la dérogation prévue à l'article 87, paragraphe 3, point c) du traité.

1.2. Pour les aides octroyées aux **industries**, ces aides sont limitées aux industries qui souscrivent des contrats pour l'acquisition de matières premières pour la transformation industrielle avec des exploitations agricoles et d'élevage d'Estrémadure. Cette exigence pourrait constituer une restriction à la libre circulation de marchandises entre les États membres et constituer une infraction aux articles 28 et 29 du traité.

2. **Après le 30 juin 1998**: les aides octroyées ne semblent pas respecter les critères prévus dans la communication de la Commission concernant les aides d'État relatives aux crédits à court terme à taux d'intérêt bonifiés en agriculture, qui sont notamment les suivants:

- l'aide est accordée à tous les opérateurs du secteur agricole sur une base non discriminatoire,
- l'élément d'aide est limité à ce qui est strictement nécessaire pour compenser les désavantages de l'agriculture,
- le volume des crédits bonifiés accordés à un bénéficiaire ne dépassera pas les besoins de trésorerie qui résultent du fait que les coûts de production doivent être réglés avant que ne soient perçus les revenus provenant des ventes de la production.

⁽¹⁾ JO C 44 du 16.12.1996, p. 2.

Par ailleurs, pour les aides aux industries agricoles d'Extremadura, le point 1.2 est aussi d'application.

Les aides sont octroyées afin de promouvoir la production des produits soumis aux règles d'une organisation commune de marché ⁽²⁾, cette réglementation est à considérer comme un système complet et exhaustif qui exclut tout pouvoir des États membres de prendre des mesures qui seraient de nature à y déroger ou à y porter atteinte.

Par conséquent, ce régime d'aide (à l'exception des aides aux titulaires des exploitations agricoles et aux coopératives et autres associations avant le 30 juin 1998) ne semble pouvoir bénéficier d'aucune des dérogations prévues à l'article 87, paragraphe 3, du traité.

Conformément à l'article 14 du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil, toute aide illégale pourra faire l'objet d'une récupération auprès de son bénéficiaire.

«La Comisión tiene a bien informar a España por la presente de que, tras examinar la información facilitada por las autoridades españolas sobre la ayuda de referencia, ha decidido incoar el procedimiento previsto en el apartado 2 del artículo 88 del Tratado CE.

Procedimiento

Mediante carta de 8 de febrero de 1999, la Comisión solicitó información sobre el régimen de ayudas de referencia, la cual le fue remitida por carta de 26 de febrero de 1999.

Descripción

El objetivo es la creación de líneas de financiación destinadas a cubrir las necesidades de capital limitadas a una campaña con vistas al desarrollo de la actividad agrícola y agroalimentaria.

Los beneficiarios son:

- los titulares de explotaciones agrícolas en Extremadura,
- las cooperativas agrícolas y demás asociaciones,
- las industrias agrícolas de Extremadura suscriptoras de contratos con explotaciones agrícolas y ganaderas extremeñas con vistas a la adquisición de materias primas para la transformación industrial.

Las ayudas se conceden en forma de subvención de los tipos de interés de los préstamos de campaña con una duración inferior a un año. La bonificación es la siguiente:

- en el caso de los titulares de explotaciones agrícolas: hasta 5 puntos para los agricultores que ejercen la agricultura

como actividad principal y 4 puntos para los demás; en caso de intervenir la cofinanciación comunitaria o estatal, el beneficiario debe pagar un tipo de interés mínimo del 6 % (el 4 % para los agricultores que ejercen la agricultura como actividad principal);

- en el caso de las cooperativas agrícolas y demás asociaciones:
 - hasta 1 punto para la adquisición de insumos (con un 0,5 más para la adquisición de plantas y semillas certificadas y un 0,5 más para la adquisición de abonos simples),
 - hasta 5 puntos en el caso de los préstamos relativos al fondo de explotación destinado a los pagos de campaña a los agricultores asociados;

- en el caso de las industrias: hasta 5 puntos en el caso de los préstamos para la adquisición de materias primas por medio de contratos con titulares de explotación en determinados sectores fijados cada año mediante una Orden regional y en el caso de los préstamos destinados a la financiación del fondo de explotación en general en determinados sectores fijados cada año mediante una Orden regional. En este contexto, la Orden de 29 de septiembre de 1998 fija para la campaña 1997/98 los productos siguientes: higos secos y pasta de higo, pimiento destinado a la fabricación de pimentón, cerdo ibérico, aceitunas para la elaboración de aceite de oliva y tomates distintos del tomate en polvo, destinado a la deshidratación. La bonificación de los préstamos es de 5 puntos y la duración de un año como máximo. El tipo de interés de los préstamos es el MIBOR a 365 días, más un punto.

Se han establecido límites máximos de las ayudas:

- en el caso de los agricultores, mediante límites máximos por hectárea y producto y por cabeza de ganado,
- en el caso de las cooperativas, se trata del valor medio de las adquisiciones de insumos de los tres últimos años más un 10 % y, por otro lado, del importe del préstamo,
- en el caso de las industrias: el importe del préstamo.

Evaluación

Este régimen de ayudas, financiado a través de recursos estatales, favorece determinadas empresas, concretamente los beneficiarios del régimen de ayudas que se encuentran en una situación más favorable que sus competidores, por lo que podría falsear la competencia. Por último, las ayudas pueden afectar al comercio entre los Estados miembros debido sobre todo a que la producción de las empresas beneficiarias a escala nacional reduce las posibilidades de exportación de los demás países de la Unión Europea. La Comisión considera por consiguiente que el régimen de ayudas en cuestión entra en el ámbito de aplicación del apartado 1 del artículo 87 del Tratado.

⁽²⁾ Règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil du 28 octobre 1996 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes.

Las ayudas se conceden en forma de subvención de los tipos de interés de los préstamos de campaña con una duración inferior a un año. En virtud de la letra c) del apartado 2 del artículo 87, la Comisión autoriza este tipo de ayudas, en cuanto medida destinada al desarrollo del sector, si se ajustan a su Comunicación relativa a las ayudas de Estado en forma de préstamos a corto plazo con bonificaciones de intereses en el sector agrario (créditos de gestión) ⁽³⁾. Se trata concretamente de lo siguiente:

- la ayuda debe concederse a todos los agentes económicos del sector agrícola de forma no discriminatoria, independientemente de la actividad agrícola para la que el agente económico necesite los créditos a corto plazo. No obstante, pueden quedar excluidos determinados agentes económicos o actividades siempre que el Estado miembro pueda demostrar que esos casos de exclusión se justifican debido a que los problemas que plantea en esos casos la obtención de créditos a corto plazo son intrínsecamente menos importantes que en los demás sectores de la economía agrícola;
- la ayuda debe limitarse a la cuantía estrictamente necesaria para compensar las desventajas de la agricultura. Los Estados miembros que deseen conceder préstamos bonificados deben cuantificar las desventajas con el método que consideren adecuado, aunque siempre limitándose a la diferencia entre el tipo de interés concedido a un agente económico típico del sector agrario y el aplicado a los préstamos a corto plazo, para importes similares, no relacionados con las inversiones, en los demás sectores económicos del Estado miembro de que se trate. Mediante carta de 19 de diciembre de 1997, la Comisión indicó a los Estados miembros que la única interpretación posible es que la bonificación a cargo de los recursos públicos del tipo de interés aplicable a los créditos a corto plazo en la agricultura no puede superar la diferencia antes citada;
- el volumen de los créditos bonificados concedidos a un beneficiario determinado no puede superar las necesidades de liquidez ocasionadas por el hecho de que los costes de producción deben satisfacerse antes de que se perciban los ingresos procedentes de la venta de la producción.

Hasta la reanudación de la aplicación de la citada Comunicación el 30 de junio de 1998 por parte de la Comisión, ésta, según su práctica habitual, autorizó las ayudas en forma de reducción de los tipos de interés relativos a los créditos de gestión a corto plazo en la medida en que éstos tuviesen una duración máxima de un año y no se limitasen a un solo producto ni a una sola operación ⁽⁴⁾.

A efectos de la evaluación del Decreto de referencia, es conveniente pues distinguir entre antes y después del 30 de junio de 1998:

⁽³⁾ DO C 44 de 16.2.1996, p. 2. Mediante carta de 4 de julio de 1997, la Comisión informó a los Estados miembros de su decisión de suspender la aplicación de esta Comunicación y, mediante carta de 19 de diciembre de 1997, informó a los Estados miembros de que dicha aplicación se reanuda el 30 de junio de 1998.

⁽⁴⁾ Precedentes: ayudas N 603/93, N 377/91, N 29/91, N 394/92, NN 90/93, N 109/94, N 768/93, 423/93, N 218/93, N 108/92, N 598/93 y N 644/92.

Antes del 30 de junio de 1998 es conveniente hacer una distinción también según los beneficiarios de que se trate:

- las ayudas concedidas a los titulares de explotaciones agrícolas y a las cooperativas agrícolas y demás asociaciones se ajustan a los criterios aplicados por la Comisión a este tipo de ayudas, ya que se trata de ayudas en forma de reducción de los tipos de interés relativos a créditos con una duración máxima de un año, que no se limitan a un solo producto ni a una sola operación. Por consiguiente, estas ayudas pueden acogerse a la excepción prevista en la letra c) del apartado 3 del artículo 97, en cuanto medida destinada al desarrollo del sector;
- en el caso de las ayudas concedidas a las industrias, se trata de ayudas en forma de reducción de los tipos de interés relativos a los créditos de gestión a corto plazo con una duración máxima de un año y que no se limitan a un solo producto ni a una sola operación, por lo que se ajustan a los criterios aplicados por la Comisión a este tipo de ayuda antes del 30 de junio de 1998; no obstante, dichas ayudas se limitan a las industrias suscriptoras de contratos con explotaciones agrícolas y ganaderas extremeñas con vistas a la adquisición de materias primas para la transformación industrial. Este requisito podría constituir una restricción a la libre circulación de mercancías entre los Estados miembros y una infracción de los artículos 28 y 29 del Tratado, en la medida en que las industrias que emplean materias primas procedentes de otros Estados miembros no pueden beneficiarse de dichas ayudas. Esta exigencia podría constituir una restricción a la importación de productos de otros Estados miembros.

Después del 30 de junio de 1998, la Comunicación de la Comisión relativa a las ayudas de Estado en forma de préstamos a corto plazo con bonificaciones de intereses en el sector agrario es aplicable a dichas ayudas. Sin embargo, éstas no parecen cumplir los criterios establecidos en la citada Comunicación, concretamente los siguientes:

- la ayuda debe concederse a todos los agentes económicos del sector agrícola de forma no discriminatoria,
- la ayuda debe limitarse a la cuantía estrictamente necesaria para compensar las desventajas de la agricultura,
- el volumen de los créditos bonificados concedidos a un beneficiario determinado no puede superar las necesidades de liquidez ocasionadas por el hecho de que los costes de producción deben satisfacerse antes de que se perciban los ingresos procedentes de la venta de la producción.

Además, en el caso de las ayudas a las industrias agrícolas extremeñas, también se aplica el requisito antes citado, relativo a la suscripción de contratos con explotaciones extremeñas para a la adquisición de materias primas.

Por consiguiente, parece que esas ayudas deben considerarse ayudas al funcionamiento incompatibles con el mercado común. Tales ayudas no tienen un efecto duradero sobre el desarrollo del sector en cuestión, ya que su efecto inmediato

desaparece con la propia medida, y, por otro lado, tienen como consecuencia directa el aumento de las posibilidades de producción y de comercialización de esos productos por parte de los agentes económicos en cuestión respecto a otros que no se benefician de ayudas comparables (tanto en el territorio nacional como en el de los demás Estados miembros).

Las ayudas se conceden a fin de fomentar la producción de los productos sujetos a las normas de las organizaciones comunes de mercado ⁽⁵⁾. De acuerdo con la jurisprudencia reiterada del Tribunal de Justicia de las Comunidades Europeas ⁽⁶⁾, esta normativa debe considerarse un sistema completo y exhaustivo que despoja a los Estados miembros de cualquier competencia para adoptar medidas que pudieran establecer excepciones o ser contrarias al mismo.

Por consiguiente, a excepción de las ayudas concedidas antes del 30 de junio de 1998 a los titulares de explotaciones agrícolas y a las cooperativas agrícolas y demás asociaciones, este régimen de ayudas no parece poder acogerse a ninguna de las excepciones previstas en el apartado 3 del artículo 87 del Tratado. La Comisión ha decidido por lo tanto incoar respecto

a este régimen de ayudas el procedimiento establecido en el apartado 2 del artículo 88 del Tratado.

Habida cuenta de lo anteriormente expuesto y en el marco del procedimiento establecido en el apartado 2 del artículo 88 del Tratado CE, la Comisión invita a España a que le presente sus observaciones y le facilite cuanta información pueda contribuir a la evaluación del régimen de ayudas, en el plazo de un mes a partir de la fecha de la recepción de la presente.

La Comisión recuerda a España el carácter suspensivo del apartado 3 del artículo 88 del Tratado CE y llama su atención sobre la carta enviada con fecha 22 de febrero de 1995 a todos los Estados miembros, en la que indica que toda ayuda concedida de forma ilegal podrá ser reclamada a su beneficiario o podrá dar lugar a una negativa a imputar en el presupuesto del FEOGA los gastos relativos a las medidas nacionales que tengan relación directa con medidas comunitarias, de acuerdo con las disposiciones del Derecho nacional, incluyéndose intereses calculados sobre la base del tipo de referencia utilizado en el cálculo del equivalente de subvención de las ayudas regionales, los cuales correrán a partir de la fecha en que la ayuda se haya abonado a los beneficiarios hasta la fecha de su recuperación efectiva.».

⁽⁵⁾ Reglamento (CE) n° 2200/96 del Consejo, de 28 de octubre de 1996, por el que se establece la organización común de mercados en el sector de las frutas y hortalizas.

⁽⁶⁾ Sentencia del Tribunal, de 26 de junio de 1979, en el asunto 177/78: Pigs and Bacon (Recopilación 1979, p. 2161).

Notification préalable d'une opération de concentration**(Affaire n° IV/M.1660 — Bank of New York/Royal Bank of Scotland/RBSI Security Services)**

(1999/C 225/05)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1. Le 29 juillet 1999, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1310/97 ⁽²⁾, d'un projet de concentration par lequel l'entreprise Bank of New York International Financing Corporation (NNY), appartenant à Bank of New York Company Inc., acquiert, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point a), dudit règlement, le contrôle en commun, avec Royal Bank of Scotland International (Holdings) limited (RBSI Holdings Ltd), de l'entreprise RBSI Security Services (Holdings) Limited (Security Services), par achat d'actions.

2. Les activités des entreprises concernées sont les suivantes:

- BNY: services bancaires et financiers,
- RBSI Holdings Ltd: services bancaires et financiers,
- Security Services: administration de fonds et services de dépositaire.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération de concentration notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CEE) n° 4064/89.

4. La Commission invite les tiers concernés à lui transmettre leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans les dix jours suivant la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopieur ou par courrier, sous la référence IV/M.1660 — Bank of New York/Royal Bank of Scotland/RBSI Security Services, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence (DG IV)
Direction B — Task Force «Concentrations»
Avenue de Cortenberg 150
B-1040 Bruxelles
[télécopieur (32-2) 296 43 01/296 72 44].

⁽¹⁾ JO L 395 du 30.12.1989, p. 1.
JO L 257 du 21.9.1990, p. 13 (rectificatif).

⁽²⁾ JO L 180 du 9.7.1997, p. 1.
JO L 40 du 13.2.1998, p. 17 (rectificatif).

Notification préalable d'une opération de concentration**(Affaire n° IV/M.1618 — Bank of New York/Royal Bank of Scotland Trust Bank)**

(1999/C 225/06)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1. Le 29 juillet 1999, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1310/97 ⁽²⁾, d'un projet de concentration par lequel l'entreprise Bank of New York International Financing Corporation (BNY), appartenant à Bank of New York Company Inc., acquiert, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point a), dudit règlement, le contrôle de l'ensemble de l'entreprise Royal Bank of Scotland Trust Bank (RBSTB), appartenant à Royal Bank of Scotland, par achat d'actions.
2. Les activités des entreprises concernées sont les suivantes:
 - BNY: services bancaires et financement,
 - RBSTB: administration d'investissements, services de dépositaire et activités bancaires.
3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération de concentration notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CEE) n° 4064/89.
4. La Commission invite les tiers concernés à lui transmettre leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans les dix jours suivant la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopieur ou par courrier, sous la référence IV/M.1618 — Bank of New York/Royal Bank of Scotland Trust Bank, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence (DG IV)
Direction B — Task Force «Concentrations»
Avenue de Cortenberg 150
B-1040 Bruxelles
[télécopieur (32-2) 296 43 01/296 72 44].

⁽¹⁾ JO L 395 du 30.12.1989, p. 1.
JO L 257 du 21.9.1990, p. 13 (rectificatif).

⁽²⁾ JO L 180 du 9.7.1997, p. 1.
JO L 40 du 13.2.1998, p. 17 (rectificatif).

Non-opposition à une concentration notifiée**(Affaire n° IV/M.1612 — Wal-Mart/ASDA)**

(1999/C 225/07)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Le 23 juillet 1999, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil. Le texte intégral de cette décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il peut contenir. Il sera disponible:

- en support papier *via* les bureaux de vente de l'Office des publications officielles des Communautés européennes (voir page de couverture),
- en support électronique dans la version «CEN» de la base de données CELEX; il porte le numéro de document 399M1612. CELEX est le système de documentation automatisée du droit communautaire; pour plus d'informations concernant les abonnements, prière de s'adresser à:

EUR-OP
Information, Marketing and Public Relations (OP/4B)
2, rue Mercier
L-2985 Luxembourg
[téléphone (352) 29 29-42455; télécopieur (352) 29 29-42763].
